

# Document

## "Ça pourrait arriver à la France". (12.02)

"En théorie, l'effet domino est possible, c'est pourquoi il faut stopper l'hémorragie de la Grèce maintenant", estime Marc Touati, économiste chez Global Equities.

"Il faut agir vite, il faut d'abord confirmer qu'on ne laissera pas la Grèce sortir de la zone euro", ajoute-t-il. Si cette crise n'est pas vite arrêtée, "après c'est l'Espagne, le Portugal, l'Italie et ça pourrait arriver à la France".

"La France est dans une situation difficile mais bien moins compliquée que celle des pays de la périphérie de la zone euro, explique Jacques Cailloux, chef économiste chez RBS.

"La France est au coeur même de l'Union économique et monétaire ce qui lui donne une place spéciale. Comme l'Allemagne", ajoute-t-il.

Pour Nick Kounis, chef économiste Europe de Fortis, "dans une certaine mesure, la France gagne un tour de manège gratuit parce qu'elle est la deuxième économie de la zone euro et a tendance à profiter des flux de liquidités et du repli vers les investissements sûrs".

Mais, ajoute-t-il, "les gens devraient être plus préoccupés par la France. D'un simple point de vue d'arithmétique budgétaire, la situation est très mauvaise."

Avec la crise économique, les déficits et la dette française atteignent des sommets jamais foulés depuis au moins un demi-siècle. Le déficit public est prévu à 8,2% du PIB cette année et la dette à 83,2%, soit 20 points de plus qu'en 2007.

A titre de comparaison, le déficit de la Grèce est prévu à 8,7% du PIB cette année et la dette à 120,4%.

"L'état des comptes français est assez inquiétant", estime Joost Beaumont, un autre économiste de Fortis. "C'est peut-être une surprise que les marchés n'en tiennent pas plus compte."

"Si l'on regarde le déficit primaire de la France (déficit hors charge de la dette NDLR), elle n'est pas très loin derrière les pays de la périphérie" qui sont attaqués, ajoute-t-il.

Contredisant le gouvernement, la Cour des comptes a fait état mardi d'une nouvelle hausse du déficit structurel français en 2009, c'est-à-dire hors variation conjoncturelle du PIB.

Selon Nick Kounis, "la France doit mettre en place des mesures fortes de consolidation budgétaire dès 2011, sinon elle entrera dans une spirale de dette qui sera hors de contrôle".

L'ambition du gouvernement est de diminuer la hausse de toutes les dépenses : Etat, Sécurité sociale et collectivités locales.

Dans les turbulences actuelles, "la France n'est pas spécifiquement visée", souligne le rapporteur de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini.

Mais "si la croissance mondiale peine à nouveau, si des facteurs d'insécurité conduisent les marchés à être plus nerveux, si sur le plan de la politique internationale des incertitudes prévalent ou se présentent, il est tout à fait possible que l'euro soit attaqué", ajoute-t-il.

Et dans ce cas, "les conséquences pour la France seraient particulièrement lourdes", poursuit-il.

(source : Reuters 11.02)

**Commentaire.**

Voilà qui va donner du "grain à moudre" non pas aux réformistes en tous genres toujours prêts à collaborer avec le patronat et le gouvernement, mais à la lutte de classe du prolétariat, car l'aggravation de la crise et ses conséquences vont nourrir la conscience de classe des travailleurs et de la jeunesse et les amènera de plus en plus à chercher une issue politique à la crise du capitalisme.